



Revue de presse



Lundi 13 Novembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[APN : la Commission des finances examine les amendements contenus dans la proposition de loi organique relative aux lois de finances](#)

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'examen des amendements contenus dans la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018, relative aux lois de finances, modifiée et complétée, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.



[Lutte contre la corruption : Faid insiste sur la préservation des biens de l'Etat](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption.

La rencontre, qui s'est déroulée en présence des administrateurs chargés de la gestion des entreprises condamnées dans ce cadre et de nombre de cadres du ministère, vise à «assurer la continuité et l'efficacité des activités de ces entreprises et à préserver leurs intérêts, tout en réaffirmant l'impératif de réaliser le maximum de transparence et de responsabilité dans la gestion de leurs ressources», indique un communiqué du ministère.



BEA: Deux millions de clients et plus de 230 milliards DA de capital

Étant un partenaire de confiance incontournable, la BEA accompagne quotidiennement l'ensemble de ses clients qu'ils soient de grandes entreprises, PME/PMI/TPE, ou particuliers et professionnels, dans la concrétisation et la réussite de leurs projets, grâce à des solutions de financement sur mesure.

Forte de ses 3786 collaborateurs, répartis sur onze directions régionales à travers le pays, la banque extérieure d'Algérie poursuit sa volonté de satisfaire ses deux millions de clients, en s'appuyant sur une stratégie d'innovation, une solidité financière (230 milliards DA de capital) et une croissance durable, et ce, dans le respect des valeurs qui l'incarnent



Convention entre l'AAPI, la BEA et Cash assurances : Accompagner les investisseurs dans la concrétisation de leurs projets

Une convention a été signée, hier à Alger, entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la société Cash assurances, portant sur l'échange, la coopération et la coordination des actions dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs projets. Le document a été paraphé par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, le directeur général de la BEA, Lazhar Latrache, et la directrice générale de Cash assurances, Wided Belhouchet, et ce, en marge de la cérémonie de lancement des Portes ouvertes sur les opportunités de financement et d'assurance pour la réalisation d'investissement, tenue au siège de l'agence.



APN - Loi organique relative aux lois de finances : La Commission des finances examine les amendements et propositions

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu hier, une réunion consacrée à l'examen des amendements contenus dans la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018, relative aux lois de finances, modifiée et complétée, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.



[Le suspense entoure l'avenir des ministres](#)

[Quelle équipe gouvernementale?](#)

Large ou partiel, ce changement sera une suite logique de la succession apportée au poste de Premier ministre.

Comme le veut la pratique, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, va composer un nouvel Exécutif. Même si le communiqué de la Présidence annonçant le changement opéré par le chef de l'État à la tête du gouvernement n'indique pas que M. Larbaoui est chargé de composer une nouvelle équipe, il va sans dire qu'un remaniement du gouvernement interviendra dans les prochains jours. Large ou partiel, ce changement sera une suite logique de la succession apportée au poste de Premier ministre.



[Pouvoir d'achat, investissements, numérisation, exportations...](#)

[Ces gros dossiers qui attendent Larbaoui](#)

Donner de la visibilité et sortir de tous les chantiers présidentiels, un axe central et fonctionnel est certes possible, compte tenu de la situation du moment, mais le facteur temps comptera énormément.



[Lutte anticorruption: Maintenir les activités des entreprises confisquées](#)

Ce n'est pas une mince affaire que de relancer les activités des entreprises confisquées par la justice dans le cadre de la lutte anticorruption, mais la détermination des pouvoirs publics à emprunter cette voie ne souffre d'aucun doute.



Entreprises confisquées dans le cadre des affaires de corruption : Faïd insiste sur la continuité des activités

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat.



APN : Le rapport du Gouverneur de la Banque d'Algérie en débat le 19 novembre

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a arrêté, dimanche, lors d'une réunion présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, le calendrier des prochaines séances plénières qui reprendront mardi, indique un communiqué de cette instance législative.

Dans ce cadre, la plénière de mardi prochain sera consacrée au vote de la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi 18-15 relative aux lois de finances, modifiée et complétée, du projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique et du projet de loi sur l'activité audiovisuelle, note le communiqué.



Entreprises confisquées : la continuité des activités au menu d'une réunion présidée par le ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que autorités concernées se prononcent sur leur sort, indique un communiqué du ministère.



Convention de partenariat entre l'AAPI, la BEA et Cash assurances

Une convention a été signée, dimanche à Alger, entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la société Cash assurances, portant sur l'échange, la coopération et la coordination des actions dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs projets.



Lutte contre la corruption: Faïd s'exprime sur le cas des entreprises confisquées

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd s'est exprimé, samedi, sur le cas des entreprises confisquées dans le cadre de la lutte contre la corruption.

Présidant une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption, le ministre mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités de ces entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que autorités concernées se prononcent sur leur sort.



Entreprises confisquées : La continuité des activités au centre d'une réunion

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption, lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que autorités concernées se prononcent sur leur sort. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Lutte contre la corruption: Faïd insiste sur la continuité des activités des entreprises confisquées

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption, lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que les autorités concernées se prononcent sur leur sort, indique un communiqué du ministère.



فايد يؤكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصادرة في إطار مكافحة الفساد

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصادرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تثبت السلطات المعنية في مصيرها، وهذا خلال اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد.



المجلس الشعبي الوطني: دراسة التعديلات الواردة على اقتراح القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية

عقدت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، اليوم الأحد، اجتماعا خصص لدراسة التعديلات الواردة على اقتراح قانون عضوي يعدل ويتم القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية المعدل والمتمم، وفق بيان للمجلس.

توقيع اتفاقية بين الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار وبنك الجزائر الخارجي و شركة كاش للتأمينات

تم اليوم الاحد بالجزائر العاصمة، التوقيع على اتفاقية بين الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، و بنك الجزائر الخارجي و شركة كاش للتأمينات، تتعلق بالتبادل و التعاون و تنسيق الاعمال في اطار مرافقة المستثمرين في تجسيد مشاريعهم.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Faid insiste sur la continuité des activités des entreprises confisquées

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé le 11 novembre une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption. A cette occasion, il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et sur la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que les autorités concernées se prononcent sur leur sort. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Finances rendu public à cet effet.

La rencontre vise à «assurer la continuité et l'efficacité des activités de ces entreprises et à préserver leurs

intérêts, tout en réaffirmant l'impératif de réaliser le maximum de transparence et de responsabilité dans la gestion de leurs ressources», selon la même source.

Cette réunion «constitue un pas positif vers l'amélioration de la performance des entreprises concernées et assurer leur pérennité», a souligné le ministre des Finances. Et de relever que «cette initiative intervient dans le cadre du renforcement des efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption et la consolidation de la transparence». M. Faid a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de «maintenir un contact permanent

avec les administrateurs pour surmonter les difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans l'exercice de leurs fonctions, en intensifiant le travail de la Commission chargée de suivre l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption». La Commission est appelée à «se réunir mensuellement afin de présenter la situation de ces entreprises et proposer des solutions appropriées pour accélérer le rythme de règlement de ces dossiers complexes et sensibles».

Plusieurs autres questions ont été abordées, dont l'évaluation de la situation actuelle de ces entreprises,

l'identification des défis auxquels elles sont confrontées, dans le but de définir les ressources disponibles et les utiliser efficacement, l'élaboration d'une feuille de route pour améliorer leurs performances, renforcer la transparence et appliquer les normes de la bonne gouvernance dans la gestion de ces entreprises, indique la même source. Les administrateurs ont joué un rôle «important» dans la réunion, en ce sens que leurs préoccupations liées à l'exercice de leurs fonctions et leurs suggestions concernant la gestion de ces entreprises ont été écoutées et discutées, conclut le communiqué.

R. E.

IL NE DISPOSE QUE DE 13 MOIS POUR LES CONCRÉTISER

Les nombreux chantiers qui attendent Nadir Larbaoui

- Le temps est court et le Premier ministre a véritablement du pain sur la planche
- Le nouveau responsable du gouvernement est attendu, en effet, sur plusieurs fronts.

Quelle mission pour le nouveau Premier ministre ? C'est la question que se sont posés de nombreux observateurs de la scène nationale après le changement surprise effectué, samedi, par le chef de l'Etat à la tête du gouvernement, avec la nomination de Nadir Larbaoui en remplacement de Aïmene Benabderrahmane, remercié.

La réponse a été donnée, en partie, par le concerné dans sa première déclaration à l'issue de la cérémonie de passation de pouvoir avec son prédécesseur. Tout en «*exprimant sa reconnaissance*» au chef de l'Etat, «*pour la confiance placée en lui*», le nouveau locataire du Palais du gouvernement affiche «*sa détermination et sa volonté d'avancer pour la mise en œuvre du programme ambitieux du président de la République*». Pour ce faire, Nadir Larbaoui doit d'ores et déjà préparer sa feuille de route.

Conformément à l'article 106 de la Constitution, le Premier ministre «*soumet le plan d'action du gouvernement à l'approbation de l'Assemblée populaire nationale (APN)*». Celle-ci ouvre à cet effet un débat général. Mais auparavant, il doit préparer un staff qui l'accompagnera dans cette mission. Certes le communiqué de la présidence de la République annonçant le changement à la tête du gouvernement ne le précise pas, mais la Constitution l'oblige à former un nouveau gouvernement. «*S'il résulte des élections législatives une majorité présidentielle, le président de la République nomme un Premier ministre et le charge de lui proposer un gouvernement et d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre du programme présidentiel qu'il présente au*



La nomination de Nadir Larbaoui à la tête du gouvernement suscite beaucoup d'attentes

Conseil des ministres», stipule également l'article 105 de la Loi fondamentale du pays.

Outre ces formalités, Nadir Larbaoui devra définir ses priorités et les chantiers devant être parachevés avant le rendez-vous présidentiel, prévu en décembre 2024.

FRONT SOCIAL ET POUVOIR D'ACHAT

Le temps est court, et le Premier ministre a véritablement du pain sur la planche. Le nouveau responsable du gouvernement est attendu, en effet, sur plusieurs fronts. Le dossier le plus pressant est celui concernant le pouvoir d'achat en berne depuis des mois. Sur ce plan, le gouvernement est appelé à réfléchir à une solution à même de réduire le taux d'inflation qui a atteint,

selon des statistiques officielles, le niveau élevé de 9,7%. En tout cas, les Algériens ressentent la cherté de la vie en allant au marché ou à l'épicerie du coin. Presque aucun produit de consommation n'est épargné par la forte et constante hausse des prix, qui a réduit à néant l'effet des augmentations de salaires décidées récemment.

LA NUMÉRISATION : C'EST LENT !

Le nouvel Exécutif devrait proposer des mesures devant permettre une amélioration de la situation et une régulation durable du marché. L'autre dossier brûlant qui attend le gouvernement est intimement lié au premier, à savoir la relance économique, l'encouragement de l'investissement et le développement des entreprises en vue de créer de la richesse et des emplois. Il y a quelques semaines, des chefs d'entreprise ont exprimé publiquement leur désarroi face aux multiples contraintes auxquelles ils font face sur le terrain. Des problèmes qui compliquent, selon eux, le redressement de leurs entreprises, fortement fragilisées par la longue crise sanitaire, induite par la propagation de la Covid-19, mais aussi par de nombreuses contraintes.

Nadir Larbaoui, qui doit être au courant de tous les dossiers, lui qui était directeur de cabinet de la Présidence pendant près de huit mois, est aussi appelé à accélérer le chantier de la numérisation, qui tient à cœur à Abdelmadjid Tebboune. Mais sur le terrain, ce dernier avance au ralenti et la bureaucratie résiste encore au changement. A une année de la présidentielle, le gouvernement Larbaoui devra également mettre en place un climat politique serein.

L'ouverture du champ politique et médiatique est une demande incessante de l'opposition, qui dénonce «*la désertification de la scène politique du pays*». Cette question a même fait l'objet de critiques de la part du rapporteur spécial de l'ONU sur les libertés d'association et de réunion, qui a visité l'Algérie en septembre dernier.

En prévision de la présentation de son rapport en juin 2024, l'expert onusien a émis des recommandations et demandé aux autorités de prendre des mesures en vue d'améliorer la situation dans ce domaine. Les chantiers sont effectivement nombreux. Nadir Larbaoui le sait certainement mieux que quiconque.

Madjid Makedhi

وزير المالية لعزیز هاید

نشاط الشركات المصادرة في إطار مكافحة الفساد مستمر

• الخبير سليمان ناصر لـ "الخبر": الحفاظ على المؤسسات مهم للاقتصاد وحماية مناصب العمل

أكد وزير المالية، لعزیز هاید، على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصادرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبت السلطات المعنية في مصيرها، وهي الخطوة التي ترمي أيضا إلى الحفاظ على مناصب العمال وحمايتهم من التعرض إلى البطالة.

هذه الشركات، وكان للمتصرفين، يضيف المصدر ذاته، دور "هام" في اللقاء حيث تم استماع ومناقشة انشغالاتهم المتعلقة بأداء مهامهم واقتراحاتهم حيال تسيير هذه الشركات. وفي هذا الشأن، قال الخبير الاقتصادي والمالي، سليمان ناصر: إن الحفاظ على المؤسسات المسترجعة بعد مصادرتها والعمل على استمرار نشاطها هي أحد الأمور التي دعونا إليها، وبالتالي المحافظة على مناصب الشغل، مشيرا إلى أن "الاقتصاد الوطني ليس في حاجة إلى عمال مهددين بالإحالة على البطالة".

ومن هذه المنطلقات، أوضح المتحدث في تصريحه لـ "الخبر"، أن الخطوة المتعلقة باللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة تندرج ضمن تحقيق الأهداف المذكورة آنفا، بدلا من تصفية الشركات المعنية أو حلها، على خلفية الأفعال التي ارتكبتها مسيروها في السابق، لاسيما في وجود العديد من الخيارات التي يمكن اللجوء إليها لضمان استمرار نشاط هذه الشركات، حماية لدورها في الاقتصاد الوطني من جهة، وحفاظاً على مصدر قوت مجموعة كبيرة من العمال.



لعزیز هاید

المعقدة والحساسة". وأشارت وزارة المالية في بيانها إلى أنه تم خلال هذا الاجتماع مناقشة عدة قضايا، من بينها تقييم الأوضاع الحالية للشركات وتحديد التحديات التي تواجهها بهدف تحديد الموارد المتاحة واستخدامها بشكل فعال، وضع ورقة طريق لتحسين أدائها، وكذلك تعزيز الشفافية وتطبيق معايير الحوكمة الرشيدة في إدارة

ضرورة "استمرارية التواصل والتفاعل مع المتصرفين لتذليل الصعوبات التي قد تواجههم في أداء مهامهم، وذلك من خلال تكثيف عمل اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، على أن تجتمع بصفة شهرية لأجل عرض أوضاع هذه الشركات وتقديم اقتراحات حلول مناسبة لتسريع وتيرة تسوية هذه الملفات

سعيد بشار

• جاءت تصريحات الوزير، خلال ترؤسه اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، في إطار تحقيق الأهداف ذات العلاقة بـ"ضمان استمرارية وفعالية عمل هذه الشركات والحفاظ على مصالحها، مع التأكيد على تحقيق أقصى قدر من الشفافية والمسؤولية في إدارة مواردها".

وفي كلمته الافتتاحية، أكد هاید على أهمية هذا اللقاء الذي جرى بحضور المتصرفين المعنيين بتسيير الشركات المدانة في هذا المجال وعدد من إطارات الوزارة، إذ يعد "خطوة إيجابية نحو تحسين أداء الشركات المعنية وتحقيق الاستدامة في مجال أعمالها"، مشيرا إلى أن "هذه المبادرة تأتي في سياق تعزيز جهود الحكومة في مكافحة الفساد وتعزيز الشفافية".

كما أبرز وزير المالية أهمية الحفاظ على استمرارية نشاط هذه الشركات والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبت السلطات المعنية في مصيرها، مشددا على ضرورة التحلي بروح المسؤولية وأخلاقيات المعاملات في هذا السياق. وأكد هاید أيضا على

استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد ضرورة

وزير المالية لعزير
فايد يؤكد:



هام في اللقاء حيث تم الاستماع ومناقشة اشغالاتهم المتعلقة بأداء مهامهم واقتراحاتهم حيال تسيير هذه الشركات.

الشركات والحفاظ على أملاك الدولة حتى تيث السلطات المعنية في مصيرها، مشددا على ضرورة التحلي بروح المسؤولية وأخلاقيات المعاملات في هذا السياق. وأكد فايد، أيضا على ضرورة استمرارية التواصل والتفاعل مع المتصرفين لتذليل الصعوبات التي قد تواجههم في أداء مهامهم وذلك من خلال تكثيف عمل اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد على أن تجتمع بصفة شهرية، لأجل عرض أوضاع هذه الشركات وتقديم اقتراحات حلول مناسبة لتسريع وتيرة تسوية هذه الملفات المعقدة والحساسة.

وأشار البيان إلى أنه تم خلال هذا الاجتماع مناقشة عدة قضايا، من بينها، تقييم الأوضاع العالية للشركات وتحديد التحديات التي تواجهها بهدف تحديد الموارد المتاحة واستخدامها بشكل فعال، وضع ورقة طريق لتحسين أدائها. وكذلك تعزيز الشفافية وتطبيق معايير الحوكمة الرشيدة في إدارة هذه الشركات. وكان للمتصرفين - يضيف البيان - دور

أكد وزير المالية لعزير فايد، على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تيث السلطات المعنية في مصيرها. وهذا خلال اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد. وحسب بيان لوزارة المالية، فإن اللقاء الذي جرى بحضور المتصرفين المعنيين بتسيير الشركات المدانة في هذا المجال وعدد من إطارات الوزارة، يهدف إلى ضمان استمرارية وفعالية عمل هذه الشركات والحفاظ على مصالحها، مع التأكيد على تحقيق أقصى قدر من الشفافية والمسؤولية في إدارة مواردها.

وفي كلمته الافتتاحية، أكد فايد على أهمية هذا اللقاء الذي يعد كخطوة إيجابية نحو تحسين أداء الشركات المعنية وتحقيق الاستفادة في مجال أعمالها، مشيرا إلى أن هذه المبادرة تأتي في سياق تعزيز جهود الحكومة في مكافحة الفساد وتعزيز الشفافية، بضيف المصدر. وأبرز الوزير أهمية الحفاظ على استمرارية نشاط هذه

خبراء يدعون للتحضير لمواجهة الأزمات العالمية المتعاقبة الاقتصاد الجزائري يملك مقومات الصمود

حيث انكسرت الاقتصادات وارتفع التضخم ووصلت اليونان إلى حد انقراض مع بداية ظهور ازعاجات أخرى تتعلق بالمياه والأدوية. تمكنت الجزائر من بقاء مخطط الاعمال الاقتصادي الذي أتى بثماره، مبرزا بأن ذلك يبدو واضحا في مؤشرات الاقتصاد الكلي، لاسيما نسبة النمو وفائض الميزان التجاري وميزان المدفوعات وفائض الدينون الخارجية، وفتح الاستثمار بفائض هو الأفضل منذ الاستقلال. كما لاحت بوادر حركة اقتصادية في أفق بلاندا، حسب من خلال خلق سوق داخلية تعتمد على الصناعة والفلاحة، وتقوم على أساس إحصاء دقيق للثروات، مع انعاش قطاع النقل وتطوير القطاع العالي بفتح المجال أمام الصيرفة الإسلامية وفتح بنوك في الخارج وإصدار قانون مكاتب الصرف مع المشاركة الهامة في المعارض التجارية بالخارج وإنشاء مناطق تجارة حرة، وهي عوامل تؤكد وفقا للخبير "تحقيق حركة هائلة عكس ما عناه في فترة الفساد التي كان استمرارها يؤثر لتأثر كبير بتدابير الأزمات نظرا لهشاشة الاقتصاد الذي كان يعتمد على الاستهلاك. وخلص سلامي إلى أن اقتصاد الجزائر لم يزل مرهونة وصحة خلال الأزمات، متوقعا أن يصبح، بجانها، من الاقتصادات القاعلة لاسيما في حال العمل على خلق تضخم مستقر والإفراج عن مشاريع كبرى لخلق الألاف من مناسبات العمل.

لميلار دولار، والبحث عن مصادر تمويل جديدة، حتى لا تبقى الدولة عبر الصفقات العمومية الممول الأكبر للاقتصاد الوطني. من جهته قال الخبير الاقتصادي مساعد سلامي، إن هناك ترابطا وثيقا بين السياسة والاقتصاد في العالم، وهو ما يفسر تأثر الأسواق بالأوضاع الجيوسياسية الحاصلة، لافتنا إلى أن الاقتصاد الوطني ليس بمنأى عن تأثيرات الأزمات المتتالية منذ 2018. ونكر في تصريح له الصماء "بأن أزمة الحكم" لم "تحررك" الذي عايشها الجزائر والتي انجر عنها توقف في الحركة الاقتصادية ثم بداية وضع المؤسسات المستوردة، التي تزامن مع أزمات عالمية خلقت تضخما كبيرا وأزمة صحية خلقت حالة إنفاق مبالغ كل العالم وأثرت على الأسواق بصفة بالغة. وبالنسبة للجزائر، أكد محدثنا أن "الأزمة ولدت لهمة"، لأنها دفعت إلى تخفيض الصناعة الوطنية المحلية. "حيث تم خلق حركة اقتصادية كبيرة بعد غلق الأسواق الخارجية، وهو ما بدأ خيرا صالبا بعد نشوب الحرب في أوكرانيا التي شلت مركز العالم، بالنظر إلى الأهمية التي تحتلها روسيا وأوكرانيا في سوق الغذاء والطاقة. وتحمل الحرب على غزة مخاوف من حدوث خلل كبير وأزمة في الطاقة، وهو ما يجرنا إلى الحذر والحيطة من أزمات عالمية مستقبلية تمس الأهمية والطاقة وبلغ أخرى. حسب الخبير الذي اعتبر أنه على عكس ما هو حاصل في العالم،

الاقتصادي، أصبحت رهانا وتحديا كبيرين، مشيرا إلى أن الجزائر اعتمدت سياسة قائمة على تنويع الاقتصاد وتوسيع مصادر الدخل وعدم الاتكال على المحروقات، مع التحكم في التجارة الخارجية لكبح الاستيراد ونزيف العملة الأجنبية، ولهذا اتخذت إجراءات لتنظيم الاستيراد وتوطين الإنتاج محليا وتخفيض الاستثمار المحلي، لإبعاد شبح الدينون الخارجية ومحاولة تجنب الأزمات التي عرفها العالم للوصول إلى تحقيق الأمن الغذائي والأمن الطاقي والأمن الصحي وكذا الأمن المائي، عن طريق تشجيع الفلاحة والتصنيع المحلي وتأمين الموارد الأولية، موازاة مع حماية الطبقات المتوسطة والهبشة بعدم فرض ضرائب جديدة على المواطنين وإواصل احتكار الدولة لاستيراد المواد الغذائية ذات الاستهلاك الواسع. وقال الخبير سلامي إن هناك بدائل استراتيجية على المدى المتوسط، لا بد من اللجوء إليها في حال استمرار الأزمات العالمية. مع رسم خطط بعيدة المدى للخروج من التبعية لمصدر تمويل واحد، وتوسيع الشركات مع الأجانب والاعتماد على الصناعات المحلية وترشيد النفقات، مشددا على أهمية بقاء أهم مؤشرات الاقتصاد الكلي "في الأخضر" والتحكم في التضخم حتى لا تتكاثر مخزرات الدولة، مع تشجيع الاستثمار الأجنبي واستقطاب أموال السوق السوداء المقفلة بـ9%

أجمع خبراء في الاقتصاد، على قدرة الاقتصاد الجزائري على تجاوز الأزمات التي يشهدها العالم، شريطة تمويل الظروف السعبة التي عصفت بالاقتصاد العالمي، إلى فرص للشهوض بالاقتصاد الوطني وخلق ديناميكية تمكن الجزائر من الاكتفاء ذاتيا في جميع المجالات، وتوظيف إمكاناتها الكبيرة عبر شركات مرهبة، تسمح بتجنب الآثار لثقلية عن توالي الصدمات.

حاتن حيمر

أكد الخبير الاقتصادي عبد القادر سليمان أن تكرار الأزمات والصدمات والحروب وكذا الكوارث على العالم، كان له أثر كبير على دول العالم الثالث والدول الريفية التي تعتمد على الاستيراد في تأمين غذائها واحتياجات مواطنيها. ونكر في تصريح له الصماء "بالشدائعات التي عايشها العالم جراء انتشار وباء كورونا بسبب الغلق الكامل لملاسل التوريد، لاسيما في الصين وفي كثير من دول العالم، ما أدى إلى ارتفاع أسعار الشحن وأسعار السلع وما خلفه من زيادة في مؤشرات التضخم التي تواصلت بفعل الحرب المتعلقة في أوكرانيا وكانت وراء أزمة غذائية غير مسبوق، فيما يفتش أن تزيد الحرب الدائرة بفرجة الطين بلة، خاصة إذا توسع نطاقها، دون إغفال آثار تغيرات المناخية والكوارث بكل أشكالها. وقال محدثنا إن البحث عن آليات الصمود




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger